



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Seul le texte prononcé fait foi

ORGANISATION POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES

13^{ème} CONFÉRENCE DES ETATS PARTIES

DÉCLARATION

**prononcée par l'Ambassadeur Dominik M. Alder
Représentant permanent de la Suisse
auprès de la OIAC**

Débat général

La Haye, le 2 décembre 2008

Check against delivery

ORGANISATION FOR THE PROHIBITION OF CHEMICAL WEAPONS

13th CONFERENCE OF STATES PARTIES

STATEMENT

**by Ambassador Dominik M. Alder
Permanent Representative of Switzerland
to the OPCW**

General Debate

The Hague, 2 December 2008

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de joindre ma voix à celle des intervenants qui ont pris la parole avant moi pour vous féliciter de votre élection à la **présidence** de la 13^{ème} Conférence des États parties. Ma délégation se réjouit de la perspective de travailler avec vous au succès de cette conférence, dans un esprit constructif.

J'aimerais également adresser mes **remerciements** au Directeur général, S.E. Rogelio Pfliter, pour l'excellent travail qu'il a accompli. Les succès que la Convention a enregistrés n'auraient certainement pas été possibles sans l'expertise avec laquelle il conduit l'Organisation.

Il y a quelques mois, les États parties à la Convention sur les armes chimiques se sont réunis ici à La Haye pour participer à la Deuxième Conférence d'examen. Un peu plus de dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention, cette Conférence nous a fourni l'occasion de dresser un bilan des progrès enregistrés. L'un des points les plus positifs est certainement l'accroissement continu du nombre des États parties à la Convention. Ma délégation aimerait à ce sujet féliciter le **Congo** et la **République de Guinée-Bissau** de leur adhésion à la Convention dans le courant de cette année. Nous saluons également la ratification de la CAC par le Liban. Nous avons la satisfaction de noter que la Convention a été ratifiée par 184 États, représentant environ 98% de la population mondiale.

À mesure qu'approche le délai final pour la destruction des armes chimiques, les débats de la Conférence d'examen nous ont aussi donné une idée des défis qui restent à relever. Permettez-moi donc, Monsieur le Président, d'évoquer certaines des questions qui intéressent plus particulièrement mon pays.

Le **régime de vérification** de la CAC est souvent cité en exemple pour d'autres conventions, et il est indubitable qu'il s'est révélé efficace à bien des égards. Toutefois, il subsiste un certain nombre de questions qui demandent notre attention immédiate.

L'inspection des installations de fabrication de produits chimiques (**OCPF**) est une question sur laquelle nous ne sommes pas encore parvenus à trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties. La Suisse considère comme essentiel que la procédure de sélection des installations observe la totalité des lettres a, b et c du paragraphe 11 de la partie IX de l'annexe relative à la vérification.

En outre, la Suisse a la ferme conviction que tous les régimes d'inspection figurant à l'article VI doivent inclure une évaluation des risques dans la **méthodologie de sélection des sites**. L'évaluation des risques ne devrait pas se limiter aux substances chimiques utilisées sur un site, mais il est de la plus haute importance qu'elle s'étende aux processus et non pas seulement aux caractéristiques techniques du site. Sinon, le risque existe que nos inspecteurs ne soient pas envoyés dans les sites industriels les plus pertinents au sens de la Convention. Ce qui, Monsieur le Président, représenterait une certaine perte de temps, d'argent et d'énergie pour tous les États parties et pour l'Organisation elle-même.

La base de données analytiques centrale de l'OIAC, généralement désignée par le sigle **OCAD**, est un autre sujet relatif à la vérification qui est au centre des préoccupations de ma délégation. L'OCAD est la plus importante banque de référence vérifiée pour l'analyse des armes chimiques. L'Organisation s'en sert pour ses vérifications. De nombreux États parties utilisent également l'OCAD dans leurs activités concernant l'OIAC.

La Suisse a informé le Secrétariat technique que le laboratoire de Spiez fournira dans les deux ans à venir, **plusieurs centaines de sets de données** à inclure dans la banque de données. Mon pays fait don de ces données, volontairement et gratuitement, sans tenir compte de leur valeur marchande considérable. Par le passé, cependant, des données validées ont été bloquées au niveau du Conseil exécutif pendant de longues périodes. La Suisse souhaite sincèrement qu'à l'avenir les données ne seront plus retenues au Conseil exécutif sans explications et qu'elles seront rapidement approuvées.

Monsieur le Président,

Comme il a déjà été souligné lors de la Deuxième Conférence d'examen d'avril dernier, ma délégation pense qu'il serait utile d'avoir un débat sur les **agents incapacitants**, en particulier sur leur statut au sein de la Convention. Nous espérons qu'à l'avenir il pourra être accordé du temps et de l'espace à cette question.

L'assistance et la protection, telles que définies à **l'article X** de la Convention figurent depuis longtemps parmi les activités prioritaires de la Suisse dans le contexte de la Convention contre les armes chimiques. Depuis des années, nous organisons dans nos installations de Spiez des cours auxquels participent des experts du monde entier. La Suisse reste disposée à coopérer aux activités liées à l'article X. Mon pays attend avec un vif intérêt la suite des délibérations sur l'article X recommandées par le Conseil exécutif conformément au mandat qui lui a été confié par la Conférence lors de sa douzième session.

Monsieur le Président,

Lentement mais sûrement, nous approchons de la date butoir de 2012, ultime limite fixée pour la **destruction** de tous les stocks d'armes chimiques. La Suisse suit avec un vif intérêt les développements qui se poursuivent dans les États possesseurs de tels stocks. Certaines informations qui lui parviennent sont tout à fait encourageantes. À ce propos, la Suisse aimerait féliciter un État Partie qui a détruit l'intégralité de ses stocks d'armes chimiques. La destruction progresse aussi dans d'autres États parties. Ma délégation est confiante que d'autres pays vont prochainement suivre l'exemple de l'Albanie et d'un État Partie. Cependant, pour certains autres pays possesseurs d'armes chimiques, les nouvelles sont moins bonnes. La Suisse lance un appel à tous les États parties pour qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour respecter les délais fixés par la Convention et prolongés par la Conférence des États parties. Il en va de la crédibilité de la Convention.

Monsieur le Président,

Ma délégation apprécie hautement les efforts du Directeur général pour maintenir une rigueur budgétaire. Nous attendons avec intérêt la décision qui doit être prise pendant la présente Conférence concernant le budget. Nous en appelons à tous les États Parties de montrer un esprit constructif afin d'arriver à un consensus le plus vite possible. Nous avons noté que la proposition faite par le Directeur général prévoit, pour la quatrième année d'affilée, une croissance nominale zéro du **budget**. La Suisse s'en félicite. Parallèlement, il est impératif que le futur budget reste suffisant pour permettre à l'Organisation de s'acquitter du mandat qui lui est confié par la Convention.

Monsieur le Président,

En conclusion, permettez-moi de revenir brièvement sur la **Deuxième Conférence d'examen** d'avril dernier. Ma délégation salue les résultats obtenus. Elle est particulièrement satisfaite du fait que nous soyons parvenus à un accord sur un rapport final. En ce qui concerne le processus de négociations, nous comprenons que dans certaines phases, il est utile de se diviser en petits groupes. Néanmoins, nous aimerions rappeler que nous considérons que le processus inclusif est un des piliers du fonctionnement du régime multilatéral. Par le passé, la Convention sur les armes chimiques a été tenue pour l'un des régimes multilatéraux les plus forts qui soient et qui fonctionnent le mieux en matière de désarmement et de non-prolifération. À nous de faire le nécessaire pour que cette réputation conserve toute sa validité à l'avenir et que les processus demeurent inclusifs.

Je vous remercie, Monsieur le Président

Mr Chairman,

Let me join the speakers who went before me in congratulating you on your election to the **Chairmanship** of the 13th Conference of States Parties. My delegation is looking forward to working with you in a constructive spirit in order to make this Conference a success.

I would also like to **thank** the Director General, H.E. Rogelio Pfirter, for his excellent work. The Convention's successes would certainly not have been possible without his expert guidance of the Organisation.

Only a few months ago the States Parties to the Chemical Weapons Convention met here in The Hague for the 2nd Review Conference. A little more than 10 years after entry into force of the Convention, this Conference gave us the opportunity to take stock of what we have achieved. One of the most positive aspects is certainly the ever growing number of States party to the Convention. My delegation would like to congratulate **Congo** and **Guinea-Bissau** on their accession to the Convention earlier this year. We also congratulate Lebanon on the recent ratification of CWC. We have noted with satisfaction that there are now 184 States Parties to the Convention, and that the Convention covers 98% of the global population to date.

As we are moving closer to the destruction deadlines, the debates at the Review Conference also gave an indication of the challenges that lie ahead of us. Let me thus, Mr Chairman, turn to some issues of special interest for my country.

The CWC's **verification regime** is often quoted as an example for other Conventions, and there can be no doubt that it has delivered well in many respects. Nonetheless, there are a number of issues that require our urgent attention.

The inspections of Other Chemical Production Facilities (**OCPFs**) is one issue on which we have not yet managed to find an arrangement that satisfies all parties. Switzerland considers it crucial that *all* of the subparagraphs a, b and c of Paragraph 11 of Part IX of the Verification Annex are applied to the selection procedure for OCPFs.

Furthermore, it is Switzerland's firm conviction that *all* inspection regimes under Article VI have to include risk assessment in the **site selection methodology**. Risk assessment should not be limited to the chemicals used at a site, but, crucially, has to extend to the processes applied, as well as to the engineering characteristics of the site. Otherwise there is a danger that our inspectors are not sent to those industrial sites that are most relevant in the context of the Convention. This, Mr. Chairman, would in turn be a rather inefficient allocation of the time, money and effort of all States Parties and of the Organisation.

The OPCW Central Analytical Database, generally known as the **OCAD**, is another verification-related topic that has been the focus of my delegation. The OCAD is the most important validated reference library for chemical weapons analysis to date. It is used regularly by the Organisation in the context of verification. Many States Parties use the OCAD in their OPCW-related activities, too.

Switzerland has informed the Technical Secretariat that the Spiez Laboratory will, over the next two years, **provide several hundred sets of data** for inclusion in the database. Although the data carries significant monetary value my country is donating it free of charge and voluntarily. However, in the past, validated data had been held up in the Executive Council for extended periods of time. Switzerland sincerely hopes that such data will in the future no longer be held up in the Executive Council without providing any explanations, but that it will be approved expeditiously.

Mr Chairman,

As already highlighted at the Second Review Conference in April of this year, my delegation feels that a debate on **incapacitating agents**, in particular on their status within the Convention, would be useful. We are hopeful that further space and time can be allocated to this issue in the future.

Assistance and protection as defined in **Article X** of the Convention has long been one of the focal points of Switzerland's CWC activities. For a number of years we have organised courses at our facilities in Spiez, in which experts from around the world have participated. Switzerland will continue to stand ready to cooperate on Article X activities. My country is also looking forward to the continued deliberations on Article X as recommended by the Executive Council in line with the mandate it was given by the Conference at its Twelfth Session.

Mr Chairman,

We are slowly but steadily nearing 2012, the final extended deadline for the **destruction** of all chemical weapons stockpiles. Switzerland is taking a keen interest in the developments in the possessor states. Some of the news is very encouraging indeed. My country would like to congratulate a State Party for the destruction of its entire stockpile of chemical weapons. Destruction in other States Parties is progressing, too. My delegation is hopeful that a number of other countries will join Albania and a State Party in the near future. Yet, there is less encouraging news from other possessor states. Switzerland appeals to all States Parties to do their utmost to respect the deadlines as established by the Convention and extended by the Conference of States Parties. This is crucial in order to maintain the credibility of the Convention.

Mr Chairman,

My delegation appreciates the Director-General's efforts to maintain budgetary rigour. We are looking forward to a decision on the budget during this Conference. We call on all States Parties to show a constructive spirit in order to reach a consensus as expeditiously as possible. We have noted that for the fourth year in a row, the Director-General has presented States Parties with a zero-nominal growth **budget**. Switzerland welcomes this. At the same time it is imperative that the future budget remains sufficient to allow the organisation to fully carry out its mandate as defined by the Convention.

Mr Chairman,

Let me, in conclusion, briefly turn to the **Second Review Conference** that took place in April this year. My delegation welcomes the outcome of the Conference. It is particularly satisfied that we managed to agree on a substantive final report. As far as the negotiation process is concerned, we understand the practicality of dividing into smaller groups at certain stages. Nonetheless, we would like to state that we consider an inclusive process one of the pillars of a functioning multilateral regime. The CWC has in the past been held up as one of the strongest and best-functioning multilateral disarmament and non-proliferation regimes. Let us all make sure that this deserved reputation is maintained in the future, and that therefore, the CWC processes remain inclusive.

I thank you, Mr Chairman.